



**CORPORATION DES  
ENTREPRENEURS  
GÉNÉRAUX DU  
QUÉBEC**

## **PROJET DE LOI 62**

***Loi visant principalement à diversifier les  
stratégies d'acquisition des organismes publics  
et à leur offrir davantage d'agilité dans la  
réalisation de leurs projets d'infrastructure***

**Mémoire de la Corporation des entrepreneurs  
généraux du Québec (CEGQ)**

## Table des matières

À propos .....	2
Sommaire .....	3
Sommaire des recommandations .....	5
Accès aux marchés publics .....	6
Désintérêt envers les contrats publics .....	6
Prendre les mesures nécessaires pour assurer la compétition .....	6
Bonifier le calendrier des projets à venir .....	7
Ajouter les entrepreneurs généraux à la communauté de pratique .....	7
Les modes de construction collaboratifs .....	8
Modes collaboratifs pour tous les projets .....	8
Choisir ses collaborateurs .....	8
Règlement sur les modes de paiement et de règlement rapides .....	10
Accélérer le dépôt du règlement .....	10
Mesures transitoires .....	10
Règlement des différends .....	11
Mise en contexte .....	11
Commentaires et recommandations .....	12
Le délai .....	13
Le recours .....	13
Intégrité des marchés publics .....	15
Conclusion .....	16
Annexe : Commentaires de la CEGQ sur le RCTC .....	17

## À propos

Fondée en 1996, la Corporation des entrepreneurs généraux du Québec (CEGQ) représente exclusivement des entrepreneurs généraux du Québec, actifs principalement dans le secteur IC/I (institutionnel, commercial et industriel) et qui réalisent près de 85 % des projets de bâtiments au Québec chaque année.

La mission de la CEGQ est de défendre les intérêts des entrepreneurs généraux et de l'industrie de la construction par sa contribution au développement du Québec, notamment sur les plans économique et durable. Elle soutient de manière proactive les entrepreneurs généraux dans la réalisation d'ouvrages de qualité, dans l'amélioration de leur performance et de leur productivité.

La CEGQ a élaboré les recommandations dans ce mémoire à la suite de plusieurs rencontres de ses comités de travail et d'une consultation menée au cours des récentes semaines auprès d'entrepreneurs généraux de toutes tailles et provenant de toutes les régions du Québec.

Elle remercie tous les membres de leur engagement et de leur contribution à ce mémoire. Elle est convaincue qu'il reflète leurs attentes et, surtout, leur expérience collective et quotidienne en tant qu'entrepreneurs généraux sur les chantiers du Québec.

Corporation des entrepreneurs généraux du Québec  
6800, boul. Pie-IX  
Montréal (Québec), H1C 2X8  
Téléphone : 514 325-8454  
[info@cegq.com](mailto:info@cegq.com)

## Sommaire

Le 9 mai dernier, le gouvernement du Québec a déposé la Stratégie québécoise en infrastructures publiques (la « Stratégie ») avec pour objectif d'accélérer la livraison des projets tout en assurant un meilleur coût. La Stratégie comporte 17 mesures précises regroupées en 4 axes.

Il faut certainement reconnaître le travail accompli pour répondre aux préoccupations de l'industrie et remédier au désintérêt envers les contrats publics. En particulier, il est important de souligner les initiatives concernant la planification, la collaboration et les délais de paiement.

Il est toutefois difficile de commenter précisément le projet de loi 62, *Loi visant principalement à diversifier les stratégies d'acquisition des organismes publics et à leur offrir davantage d'agilité dans la réalisation de leurs projets*, déposé également le 9 mai, sans aborder l'ensemble du contexte fourni par la Stratégie. Ce projet de loi découle de la Stratégie, tout comme le *Règlement modifiant le Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics* (RCTC), déposé le 10 avril dernier, et le futur règlement sur les paiements rapides, dont la publication imminente est attendue. C'est pourquoi la CEGQ croit qu'il est nécessaire de considérer la Stratégie dans son ensemble. Ce mémoire aborde l'accès au marché, les modes collaboratifs, les paiements rapides ainsi que l'intégrité du marché.

Afin de faciliter l'accès au marché public et limiter le désintérêt envers les contrats publics, il faut assurer une saine gestion de la concurrence. Il apparaît donc discutable de permettre aux donneurs d'ouvrage publics de négocier de gré à gré si aucun soumissionnaire ne s'est manifesté. La CEGQ tient toutefois à saluer les efforts concernant la planification des projets à venir.

L'adoption des modes collaboratifs marque une importante modernisation, longtemps réclamée par l'industrie, pour favoriser une plus grande collaboration entre donneurs d'ordre publics, professionnels et entrepreneurs généraux. Cependant, la CEGQ estime important de permettre aux entrepreneurs généraux et aux professionnels de former leurs propres équipes.

Concernant le règlement sur les paiements rapides, élément essentiel pour accroître l'intérêt envers les contrats publics, deux composantes principales doivent en faire partie : le calendrier de paiements et l'intervenant décideur. La Stratégie fait des paiements rapides une de ses mesures importantes, mais le projet de loi 62 introduit déjà la possibilité pour les donneurs d'ouvrage de demander l'annulation d'une décision de l'intervenant décideur, ce qui risque de judiciaireiser le processus et de le prolonger. Les conditions de cette demande d'annulation gagneraient à être clarifiées dès le début de l'intervention.

Enfin, pour assurer un équilibre sur les marchés, il faut une autorité forte et capable d'empêcher toute forme de collusion ou de marchandage. C'est pourquoi la CEGQ soutient un renforcement des mandats de l'Autorité des marchés publics (AMP).

En conclusion, la CEGQ estime important d'aborder la question RCTC. La volonté derrière ce règlement était de faciliter et d'alléger les processus dans les contrats donnés par les organismes publics, une composante essentielle de la Stratégie. Toutefois, la CEGQ est d'avis que plusieurs modifications proposées semblent aller à l'encontre du principe de prévisibilité en introduisant beaucoup de subjectivité et d'incertitude dans la prise de décisions. La CEGQ a déposé ses [commentaires](#) à ce sujet auprès du Secrétariat du Conseil du trésor le 24 mai dernier, une copie de ceux-ci se trouve en annexe.

## Sommaire des recommandations

### **Recommandation 1**

Retirer l'article 2 du projet de loi 62.

### **Recommandation 2**

Inclure les entrepreneurs généraux dans la communauté de pratique en gestion de projets majeurs proposée par la Stratégie québécoise en infrastructure.

### **Recommandation 3**

Permettre les modes collaboratifs peu importe la valeur du projet.

### **Recommandation 4**

S'assurer que la collaboration ne soit pas imposée et que les entrepreneurs puissent s'associer avec les professionnels et entrepreneurs spécialisés de leurs choix.

### **Recommandation 5**

Accélérer le dépôt et l'adoption d'un règlement qui viendra réduire les délais de paiement aux entreprises et prévoir un processus rapide de règlement des différends.

### **Recommandation 6**

Appliquer les conditions de l'Arrêté ministériel 2018-01 à tous les nouveaux projets de construction lancés en appel d'offres par le gouvernement du Québec jusqu'à l'adoption d'un règlement concernant les délais de paiement.

### **Recommandation 7**

Retirer l'article 13 du projet de loi 62.

## Accès aux marchés publics

### Désintérêt envers les contrats publics

Le désintérêt observé au sein du secteur de la construction envers les contrats publics a été documenté dans une étude réalisée en 2021 par Raymond Chabot Grant Thornton (RGCT) pour le compte d'associations d'entrepreneurs en construction et de professionnels, dont faisait partie la CEGQ. Cette importante étude a révélé que 38% des entrepreneurs généraux se désintéressent des contrats publics. Les modalités de paiements mal adaptées, les clauses contractuelles peu attrayantes, des enjeux en lien avec le processus d'appel d'offres ou encore la lourdeur dans la gestion contractuelle constituent les principales causes de ce désintérêt<sup>1</sup>.

Les conclusions de la consultation faite par RGCT en 2021 pour réaliser son étude proposent trois actions prioritaires, dont développer une attitude collaborative et instaurer des paramètres de paiements efficaces. Ces éléments sont au cœur de la nouvelle Stratégie québécoises en infrastructures publiques déposées le 9 mai dernier.

### Prendre les mesures nécessaires pour assurer la compétition

Si le projet de loi 62 offre de nouvelles possibilités contractuelles pour les organismes publics, il faut s'assurer que celles-ci soient disponibles pour l'ensemble des contrats publics. L'innovation prônée par la nouvelle Stratégie doit s'appliquer à tous les contrats publics – pas seulement pour les grands projets. On ne veut surtout pas que les grands projets limitent l'accès au marché avec peu de soumissionnaires.

L'introduction de l'article 2 du projet de loi 62 permettrait aux donneurs d'ouvrage de négocier de gré à gré avec les entrepreneurs généraux dans le cas où aucun soumissionnaire n'aurait répondu à l'appel d'offres. Bien qu'il puisse être beaucoup plus simple pour les organismes publics de négocier directement au lieu de retourner en appel d'offres, la CEGQ craint que des appels d'offres dirigés ne soient utilisés pour obtenir le pouvoir de négocier avec certains entrepreneurs spécifiques. Il ne faudrait surtout pas se retrouver avec des appels d'offres auxquelles il est pratiquement impossible de participer en raison de la taille des contrats et des échéanciers irréalistes afin de prioriser les négociations de gré à gré.

C'est pourquoi la CEGQ recommande de retirer l'article 2 du projet de loi 62 afin de maintenir l'impartialité dans la gestion contractuelle.

#### **Recommandation 1**

Retirer l'article 2 du projet de loi 62.

<sup>1</sup> RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON (RGCT). Avril 2021. *Consultation visant à évaluer le niveau d'intérêt des entrepreneurs et des professionnels envers les marchés publics*. [En ligne]. <https://bit.ly/EtudeRGCT2021>

## Bonifier le calendrier des projets à venir

Le lancement simultané de plusieurs projets de construction pourrait entraîner des répercussions sur les coûts des matériaux et sur la disponibilité de la main-d'œuvre. Afin de minimiser ces impacts, la CEGQ estime qu'il est crucial de planifier soigneusement le démarrage des différents projets. Certains entrepreneurs ont également constaté qu'ils avaient une limite quant au nombre de projets qu'ils pouvaient mener à bien simultanément lorsqu'ils étaient confrontés à un grand nombre de chantiers.

Il est très encourageant de constater que la Stratégie québécoise en infrastructures publiques précise que le gouvernement souhaite optimiser la planification des projets. La mesure 1 vise à établir un portrait du secteur de la construction en procédant à une analyse périodique de la capacité du marché à répondre aux projets du gouvernement, tandis que la mesure 2 prévoit d'intégrer les résultats de cette analyse dans le Plan québécois des infrastructures (PQI); elle permettra également de déterminer le nombre de travailleurs nécessaires par région pour réaliser le PQI chaque année.

Dans un contexte de surchauffe du marché de la construction, ces mesures devraient permettre une meilleure planification et gestion des ressources.

## Ajouter les entrepreneurs généraux à la communauté de pratique

Pour favoriser le dialogue au sein de l'industrie de la construction, la CEGQ tient à souligner l'importance de créer une Table de concertation sur les marchés publics qui regrouperait les donneurs d'ouvrage, les professionnels, ainsi que les entrepreneurs généraux et spécialisés. Cette Table, propice au partage d'expériences et des meilleures pratiques, serait un catalyseur pour une gestion proactive des projets de construction. En réunissant les parties prenantes, elle permettrait une meilleure acceptation des décisions et favoriserait ainsi une compréhension partagée des enjeux et des choix stratégiques. Elle stimulerait également le développement de partenariats entre les différentes parties.

Si la Stratégie québécoise en infrastructures publiques souhaite mettre de l'avant une communauté de pratique pour partager les leçons apprises, celle-ci serait réservée aux organismes publics et aux ministères. La création d'un espace de concertation pour partager les connaissances est une excellente initiative, mais la CEGQ estime crucial que cette communauté intègre les entrepreneurs généraux, surtout dans un contexte où l'on souhaite accélérer la mise en place de modes collaboratifs dans l'industrie de la construction.

C'est pourquoi la CEGQ recommande d'élargir cette communauté de pratique pour en faire une véritable Table de concertation sur les marchés publics. Cela en ferait un lieu de convergence d'expertise et d'idées novatrices, renforçant la capacité du secteur à anticiper et à surmonter les obstacles. La CEGQ souhaite ardemment en faire partie.

### **Recommandation 2**

Inclure les entrepreneurs généraux dans la communauté de pratique en gestion de projets majeurs proposée par la Stratégie québécoise en infrastructures publiques.



## Les modes de construction collaboratifs

La modernisation et l'innovation dans l'industrie de la construction nécessitent une plus grande collaboration et l'exploration de nouveaux modes de construction collaboratifs, puisqu'il s'agit d'une voie prometteuse pour certains projets. La CEGQ estime qu'une adoption plus large de ces méthodes est une approche à envisager, tout en soulignant l'importance d'adapter le mode de réalisation aux spécificités de chaque projet.

Une collaboration améliorée dès les premières étapes du processus de réalisation peut faciliter la communication entre les parties prenantes, notamment dans le cadre des nouveaux modes de réalisation. En effet, des échanges ouverts et transparents permettent de mettre en commun les compétences de chacun au profit du projet. En établissant les risques et les bénéfices dans un cadre contractuel, et en obtenant l'acceptation des conditions et des responsabilités par toutes les parties impliquées, les litiges résultant de malentendus initiaux peuvent être largement réduits, voire évités.

Réunir tous les intervenants autour du même projet facilite l'obtention d'un consensus. L'identification conjointe des inefficacités et des erreurs accélère la prise de décisions et contribue à réduire les coûts de construction.

Il est important de souligner et de saluer la volonté du gouvernement d'actualiser les modes de réalisation des projets en adoptant des approches éprouvées ailleurs au Canada et dans le monde. L'adoption des modes collaboratifs confirme une importante modernisation longtemps réclamée par l'industrie pour favoriser une plus grande collaboration entre donneurs d'ordre publics, professionnels et entrepreneurs généraux.

### Modes collaboratifs pour tous les projets

Comme mentionné, les dispositions apportées par la Stratégie québécoise en infrastructures publiques doivent s'appliquer à l'ensemble des contrats publics, peu importe leur valeur. Ceci est particulièrement important en ce qui concerne les modes collaboratifs introduits par le nouveau contrat de type partenariat. Afin de s'assurer que tous les entrepreneurs généraux soient en mesure de répondre à ces exigences, il ne faudra pas négliger l'importance d'accompagner cette initiative par des séances d'information mais aussi de formation.

#### **Recommandation 3**

Permettre les modes collaboratifs peu importe la valeur du projet.

### Choisir ses collaborateurs

L'introduction du paragraphe 1 de l'alinéa 2 de l'article 3 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* par l'article 1 du projet de loi 62 laisse entrevoir la possibilité pour les organismes publics d'associer les entrepreneurs généraux aux professionnels sans aucune discussion préalable. En effet, la formulation « l'organisme public associe un contractant à la conception et à la réalisation de l'infrastructure » indique une forme de choix des équipes par les organismes publics.

La collaboration apportée par la Stratégie québécoise des infrastructures publiques doit inclure la possibilité pour les entrepreneurs généraux de s'associer avec des professionnels et des entrepreneurs spécialisés avec lesquels une relation de confiance est déjà établie. Il est crucial d'éviter qu'un organisme public impose le choix des collaborateurs. Des conflits d'ordre juridique, résultant d'une gestion contractuelle antérieure qui aurait porté préjudice à l'une des parties pourraient exister dans le choix des collaborateurs fait par l'organisme public.

La CEGQ estime qu'il est nécessaire de donner le choix aux entrepreneurs généraux, aux professionnels et aux entrepreneurs spécialisés de s'entendre préalablement afin de planifier conjointement leur collaboration, notamment par l'introduction du contrat de partenariat.

**Recommandation 4**

S'assurer que la collaboration ne soit pas imposée et que les entrepreneurs puissent s'associer avec les professionnels et entrepreneurs spécialisés de leur choix.

# Règlement sur les modes de paiement et de règlement rapides

## Accélérer le dépôt du règlement

Le gouvernement du Québec annonçait dans la Stratégie québécoise en infrastructures publiques que l'une des modifications importantes proposées est l'adoption d'un règlement visant à réduire les délais de paiement aux entreprises et à prévoir un mécanisme de règlement des différends. L'adoption de ce règlement aura des effets positifs sur le bon déroulement des travaux et sur la réalisation des infrastructures publiques, notamment en rendant plus attractifs les contrats publics.

Les questions concernant les délais de paiement et le règlement des différends dans les contrats de travaux de construction font l'objet de demandes récurrentes de la part de l'industrie de la construction.

*Le Projet pilote visant à faciliter le paiement aux entreprises parties à des contrats publics de travaux de construction ainsi qu'aux sous-contrats publics qui y sont liés* (le « Projet pilote ») établi par l'Arrêté ministériel numéro 2018-01 du 3 juillet 2018 (AM 2018-01) a été lancé le 2 août 2018 et s'est terminé le 1<sup>er</sup> août 2021. Depuis près de trois ans, nous sommes toujours dans l'attente de l'adoption d'un règlement qui viendra définitivement régler la problématique.

En effet, la CEGQ juge important de mentionner que depuis la fin du Projet pilote, de nombreux nouveaux projets de construction (écoles, hôpitaux, etc.) continuent d'être lancés en appel d'offres par le gouvernement du Québec et exécutés pour son bénéfice, sans toutefois être soumis à un calendrier de paiement ni à un mécanisme de règlement rapide de différends ces nouveaux projets n'étant pas soumis aux dispositions de l'AM 2018-01.

La CEGQ, membre de la Coalition contre les retards de paiements (la « Coalition »), souhaite exprimer à son tour que le dépôt et l'adoption d'un règlement concernant les délais de paiement soient accélérés, afin de régler cette problématique de manière définitive.

### **Recommandation 5**

Accélérer le dépôt et l'adoption d'un règlement qui viendra réduire les délais de paiement aux entreprises et prévoir un processus rapide de règlement des différends.

## Mesures transitoires

Dans l'intervalle, il faut savoir que les entreprises en construction se trouvent actuellement dans une période d'incertitude et hésitent à soumissionner sur des projets publics dans de telles conditions. La CEGQ est préoccupée, comme la Coalition, que de nombreux projets puissent être lancés en appel d'offres avec une moins grande attractivité. L'étude de la firme Raymond Chabot Grant Thornton (RCGT) de 2021 indique que plus des trois quarts

des entreprises ont refusé de soumissionner sur au moins un contrat en raison du risque de retard de paiement.

C'est pourquoi la CEGQ et la Coalition souhaitent que des mesures transitoires soient prévues jusqu'à l'adoption d'un règlement concernant les délais de paiement, mesures qui appliqueraient des dispositions similaires à celles prévues à l'AM 2018-01 aux nouveaux projets de construction publics.

#### **Recommandation 6**

Appliquer les conditions de l'AM 2018-01 à tous les nouveaux projets de construction lancés en appel d'offres par le gouvernement du Québec jusqu'à l'adoption d'un règlement concernant les délais de paiement.

### **Règlement des différends**

L'article 13 du PL 62 vient introduire l'article 21.48.28.1 à la *Loi sur les contrats des organismes publics* (LCOP), soit une nouvelle procédure permettant de demander l'annulation d'une décision rendue par un tiers décideur à l'issue d'un processus de règlement d'un différend relatif à des travaux de construction réalisés pour le compte d'un organisme public. Si l'objectif de cette mesure est d'assurer l'équité et la transparence, elle risque d'avoir des effets néfastes sur la résolution des différends, l'efficacité des processus administratifs et les coûts pour les parties impliquées.

#### **Mise en contexte**

Afin de bien évaluer l'impact des dispositions apparaissant à l'article 13 du PL 62, il faut bien comprendre le fonctionnement du processus de règlement des différends adopté en 2022.

Ces dispositions sont devenues nécessaires étant donné l'impact énorme qu'ont les défauts de paiement des donneurs d'ouvrage publics sur l'économie du Québec<sup>2</sup>. Et c'est le cas partout au Canada et aux États-Unis.

D'ailleurs, des dispositions en la matière sont en vigueur en Ontario depuis 2019<sup>3</sup> pour l'ensemble des contrats publics et privés. Le gouvernement du Canada vient quant à lui de mettre en vigueur des dispositions similaires pour les projets fédéraux<sup>4</sup>. Il est donc compréhensible que les délais de paiement soient devenus, au fil des ans, un facteur important du désintérêt des entrepreneurs face aux marchés publics<sup>5</sup>.

En bref, les règles mises en place font donc référence à un calendrier de paiement stricte qui doit être respecté. Si le calendrier de paiement n'est pas respecté, ou si un différend se dessine sur une question financière, un processus précis est mis en place et doit être suivi.

2 RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON (RGCT). Février 2015. *Étude d'impact des retards de paiement dans l'industrie de la construction au Québec*. [En ligne] <https://bit.ly/EtudeCoalitonRGCT2015>.

3 Loi 142 (Construction Act of Ontario) adoptée en décembre 2017.

4 Loi fédérale sur le paiement rapide des travaux de construction, L.C. 2019, ch. 29, Sanctionnée 2019-06-21.

5 <sup>5</sup> RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON (RGCT). Avril 2021. *Op. cit.*

Voici ce qu'il importe de savoir sur ce mode de règlement de différends.

- Le processus se veut volontairement rapide et entièrement déjudiciarisé.
- Peu importe le résultat, les deux parties ne perdent aucun recours devant les tribunaux de droit commun.
- Cependant, s'ils souhaitent conserver leurs recours, ils doivent nécessairement utiliser la voie de l'intervenant expert (tiers décideur dans le PL 62).
- Les représentations par avocats sont interdites.

Donc, il s'agit d'un processus simple, expéditif et déjudiciarisé qui se déroule sans la présence d'avocats.

Ainsi, il pourrait s'écouler environ deux mois entre la demande et la décision - qui n'est pas finale puisque les parties conservent leurs recours devant les tribunaux de droit commun.

Or, différentes situations de nature à entacher l'illégalité du processus pourraient se produire et par conséquent, rendre tout aussi illégale la décision rendue par l'intervenant expert (tiers décideur). Par l'introduction de l'article 13 du PL -62, le gouvernement propose donc un pourvoi en contrôle judiciaire d'une décision.

#### *Commentaires et recommandations*

En observant certains des motifs, il apparaît clair que la prévention est essentielle pour éviter que le processus ne soit entaché d'illégalité. Toutefois, il faut toujours se rappeler que :

- Le processus se veut volontairement rapide et entièrement déjudiciarisé; et
- Peu importe le résultat, les deux parties ne perdent aucun recours devant les tribunaux de droit commun.

Le recours proposé, soit un pourvoi en contrôle judiciaire, au plus tard 30 jours suivant la décision du tiers décideur, nous projette à des lieux de l'esprit du processus de règlement des différends :

- En obligeant les deux parties à prendre la voie judiciarisée (impliquant des coûts et des délais supplémentaires) pour éventuellement obtenir une décision qui n'aura pas comme objectif la détermination des montants qui sont dus; et
- En permettant que des questions qui pourraient être tranchées dès le début du processus puissent être invoquées 30 jours après que le tiers décideur aura rendu sa décision.

La CEGQ, comme la Coalition, est d'opinion que le processus judiciaire proposé est trop lourd et s'inscrit en contradiction avec l'esprit du processus de règlement de différends qui se veut agile, rapide et déjudiciarisé.

### *Le délai*

Plutôt que d'attendre la décision finale, il serait plus judicieux de vérifier dès le début du processus :

- Si une partie n'avait pas la capacité de participer au processus de règlement du différend devant le tiers décideur;
- Si le différend découle d'un contrat public ou d'un sous-contrat public qui n'est pas valide;
- Si la décision porte sur un différend qui ne pouvait être soumis à un tiers décideur; et
- Si le processus de règlement du différend a été mené par une personne qui n'était pas accréditée pour agir en tant que tiers décideur.

Ces questions préliminaires pourraient être résolues avant même que ne débute l'étude de la réclamation. Par exemple, simplement attendre la décision alors que l'on sait d'entrée de jeu que le tiers décideur n'est pas accrédité serait tout à fait chronophage et improductif.

Pour ce qui est du non-respect du processus de règlement du différend devant un tiers décideur, attendre à la fin dudit processus pour faire valoir une irrégularité semble favoriser une stratégie de non-paiement.

Bref, l'introduction d'une procédure d'annulation des décisions des tiers décideurs aura pour effet de complexifier le processus de règlement des différends et d'augmenter les coûts pour les parties, ce qui est complètement contraire à l'esprit du règlement imminent concernant les délais de paiement.

### *Le recours*

Le recours proposé est emprunté à celui mis en place en matière d'arbitrage. Bien que la décision du tiers décideur s'apparente à une décision arbitrale, deux éléments importants la distinguent :

- Le caractère allégé de la procédure; et
- Le fait que, contrairement à l'arbitrage, les parties conservent, une fois la décision rendue, tous leurs recours devant les tribunaux de droit commun.

La possibilité de contester une décision du tiers décideur devant le tribunal, avec des motifs spécifiques comme le non-respect des règles de procédure ou des compétences du tiers décideur, introduit un nouveau niveau de complexité dans les processus de règlement des différends.

Plutôt que de permettre une résolution rapide par le tiers décideur, les parties devront s'engager dans des démarches judiciaires supplémentaires, qui ne mèneront pas au règlement définitif du différend, mais qui, assurément, prolongeront les délais de résolution des litiges et, par le fait même, monopoliseront le précieux temps des tribunaux.

La CEGQ, comme la Coalition, est d'opinion que qu'il existe de meilleures avenues pour s'assurer du respect des règles entourant le processus de règlement de différends.

C'est pourquoi la CEGQ recommande au gouvernement le retrait de l'article 13 du PL 62.

**Recommandation 7**

Retirer l'article 13 du projet de loi 62.

## **Intégrité des marchés publics**

La mise sur pied de l'Autorité des marchés publics (AMP) a été réalisée dans la foulée de la Commission Charbonneau, notamment avec le projet de loi n°1 en 2014. La CEGQ considère que l'AMP a joué un rôle crucial pour redonner confiance au public en matière de gestion des fonds publics. En intervenant autant auprès des donneurs d'ouvrage que des entrepreneurs, cette institution publique a également réussi à restaurer la confiance de ces deux groupes d'acteurs clés.

Au fil du temps, l'AMP s'est montrée plus vigilante et plus efficiente dans ses processus. C'est pourquoi l'introduction des nouveaux pouvoirs prévus dans le projet de loi 62 est jugée acceptable dans les circonstances et reçoit l'appui de la CEGQ.



## Conclusion

En conclusion, la Stratégie québécoise en infrastructures publiques, déposée le 9 mai dernier, représente une volonté recherchée du gouvernement du Québec pour accélérer la livraison des projets tout en assurant un meilleur coût. Composée de 17 mesures précises regroupées en 4 axes, cette Stratégie répond aux préoccupations de l'industrie et vise à remédier au désintérêt croissant envers les contrats publics. Les initiatives en matière de planification, de collaboration et de délais de paiement méritent d'être particulièrement soulignées.

Pour faciliter l'accès au marché public et contrer le désintérêt envers les contrats publics, une saine gestion de la concurrence est essentielle. Permettre aux donneurs d'ouvrage publics de négocier de gré à gré en l'absence de soumissionnaires suscite des questions. Néanmoins, la CEGQ salue les efforts en matière de planification des projets.

L'adoption des modes collaboratifs constitue une modernisation significative, attendue depuis longtemps par l'industrie, et vise à renforcer la collaboration entre donneurs d'ordre publics, professionnels et entrepreneurs généraux. Il est cependant crucial que les entrepreneurs généraux et les professionnels puissent choisir leurs propres équipes.

En ce qui concerne le règlement sur les paiements rapides, deux éléments principaux doivent être inclus pour augmenter l'intérêt envers les contrats publics : le calendrier de paiements et l'intervenant décideur. Bien que la Stratégie les considère comme importants, le projet de loi 62 introduit une possibilité pour les donneurs d'ouvrage de demander l'annulation d'une décision de l'intervenant décideur, risquant ainsi de judiciaireiser et prolonger le processus. Les conditions de cette annulation devraient être clarifiées dès le début de l'intervention.

Enfin, pour assurer un équilibre sur les marchés, il est indispensable de disposer d'une autorité forte capable de prévenir toute forme de collusion ou de marchandage. C'est pourquoi la CEGQ appuie le renforcement des mandats de l'AMP.

## Annexe : Commentaires de la CEGQ sur le RCTC

Le 10 avril dernier, le [Règlement modifiant le Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics](#) a été déposé à la Gazette officielle du gouvernement. Ce projet de règlement vise l'allègement applicable aux contrats de travaux de construction des organismes publics.

Voici les commentaires que la Corporation des entrepreneurs généraux du Québec (CEGQ) a fait parvenir au Secrétariat du Conseil du trésor le 24 mai dernier.

### Article 2 (modifie l'article 5 du règlement)

- **Précision :**
  - On retire l'obligation de mettre le contrat à être signé dans les appels d'offres, ce qui permettra à l'organisme public de choisir le contrat au moment de la signature.
- **Commentaires :**
  - Le contrat à signer ne devrait pas être retiré de l'appel d'offres. Lors de l'appel d'offres, il est crucial de connaître l'entente contractuelle sur laquelle les parties se baseront et à laquelle elles se conformeront. Selon l'avis général des membres de la CEGQ, la connaissance du contrat est une condition primordiale pour participer à la soumission. Elle permet de savoir à quoi s'attendre et permet de bien identifier les risques avant. Comment pouvons-nous déposer un prix forfaitaire sur un contrat alors que nous ne connaissons pas les conditions du contrat?
  - Le contrat sera-t-il imposé? Sera-t-il possible de négocier sa forme? Dans la mesure où il serait possible de le négocier, quelle partie du contrat serait ouverte à la négociation?
- **Recommandation :**
  - La CEGQ souhaite le maintien du contrat dans les appels d'offres.

### Article 7 (modifie l'article 9 du règlement)

- **Précision :**
  - On prolonge le délai afin de refuser une demande de précision faite par un entrepreneur à 5 jours ouvrables ou moins. Ce délai était de 3 jours.
- **Commentaires :**
  - Le délai proposé de 5 jours au lieu de 3 est trop court et ne respecte pas les exigences du Bureau des soumissions déposées du Québec (BSDQ). Habituellement, à moins d'indications contraires de la part du donneur d'ouvrage, le délai est toujours fixé à trois jours ouvrables avant la clôture de l'appel d'offres. Cette situation mettra les entrepreneurs généraux dans l'incapacité de poser des questions dans les délais requis après la réception des soumissions du BSDQ.

- L'impact potentiel pour le gouvernement est que les questions qui devraient être résolues avant l'appel d'offres deviendront des éléments supplémentaires au projet, entraînant ainsi une augmentation des coûts.
- Rappelons aussi que 3 semaines en moyenne sont données pour répondre à un appel d'offres soit un total de 15 jours ouvrables. Si nous retirons 5 jours et en prenant en considération qu'on voit le projet la première journée qu'il est mis sur SEAO. Il restera 10 jours ouvrables pour réaliser l'analyse des plans et devis afin de déposer nos questions sur un projet de plusieurs millions. Faire la lecture de devis et de plans en architecture, plomberie, ventilation, électricité, structure, civil, et autres en 10 jours.
- Finalement, est-ce que le donneur d'ouvrage pourra à l'intérieur du délai de 5 jours procéder à une remise de date de clôture de l'appel d'offres? Si oui, est-ce que les professionnels auront la possibilité de répondre aux questions jusqu'au prochain délai de 5 jours avant la fermeture?
- **Recommandation :**
  - Le CEGQ souhaite le maintien du délai à 3 jours

#### **Article 8** (modifie l'article 11 du règlement)

- **Précision :**
  - Abroge l'obligation d'une garantie de soumission, d'exécution, de gages, matériaux et services pour les projets de 500 000\$ et plus. L'organisme public pourra juger la garantie qui est nécessaire.
- **Commentaire :**
  - La CEGQ s'interroge sur la notion d'assouplissement pour les organismes publics. En quoi le retrait du cautionnement comme garantie de soumission allégerait-il les tâches des organismes publics et accélérerait-il la livraison des projets publics ?
  - L'abrogation de l'article 11 du règlement, supprimant les balises existantes, pourrait inciter certains donneurs d'ouvrage à fixer des seuils trop bas, ce qui pourrait réduire le nombre de soumissionnaires.
  - La CEGQ s'inquiète aussi des mécanismes qui pourraient être demandés pour les donneurs d'ouvrage comme éléments de garanties. En l'absence de cautionnement, des lettres de garanties bancaires pourraient être demandées et celles-ci ont un impact direct sur les liquidités des entreprises. Elles auraient certainement une incidence sur le nombre de soumissionnaires pour les appels d'offres.
  - Dans le cas des contrats octroyés en mode gérance, il serait possible d'éviter le double cautionnement. Si l'organisme public souhaite transférer la relation contractuelle avec l'entrepreneur spécialisé à l'entrepreneur général qui agit en mode gérant, il faudrait éviter de demander un autre cautionnement d'exécution à l'entrepreneur général.
  - Lorsque des entreprises se regroupent en société en nom collectif pour la réalisation d'un projet unique, la société est exemptée d'obtenir une licence

de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) à condition que chacun des membres de la société soit titulaire d'une licence d'entrepreneur général de la RBQ et que les documents de soumission exigent une garantie de soumission<sup>6</sup>. L'absence de cette garantie, telle qu'apportée par l'abrogation de l'article 11, obligerait les sociétés en nom collectif à obtenir une licence. Cela serait impossible en raison des délais très courts des appels d'offres, ce qui pourrait empêcher leur participation. Par conséquent, des impacts pourraient se produire sur leur capacité à répondre aux soumissions.

- **Recommandation :**

- La CEGQ souhaite que l'article 11 du RCTC soit maintenu, mais que le montant de 500 000\$ soit bonifié pour tenir compte de l'augmentation des coûts de construction et de l'inflation.

#### **Article 9** (modifie l'article 18 du règlement)

- **Précision :**

- L'obligation d'avoir un seul soumissionnaire afin de négocier le prix soumis dans le but d'avoir un prix au contrat inférieur est retirée. L'organisme public doit quand même s'assurer que l'entrepreneur a consenti un nouveau prix et qu'il s'agit de la seule condition annoncée dans les documents d'appel d'offres.

- **Commentaire :**

- Retirer la condition d'avoir un seul soumissionnaire pour pouvoir négocier le prix soumis apporte beaucoup trop d'incertitude. Avec un seul soumissionnaire, il est compréhensible de vouloir renégocier si le prix est jugé trop élevé. Quelle est la justification de cette modification alors que, avec plusieurs soumissionnaires, le plus bas prix aura déjà été déterminé ? L'organisme public pourra-t-il renégocier indéfiniment jusqu'à obtenir le prix souhaité ? Des balises ont-elles été prévues pour éviter le marchandage excessif ? Un nombre maximal de soumissionnaires a-t-il été fixé ?
- Face à une obligation de passer par le Bureau des soumissions déposées du Québec (BSDQ) et une impossibilité de pouvoir renégocier les prix déposés par les sous-traitants, cette nouvelle négociation occasionnera donc des pertes pour les entrepreneurs généraux.

- **Recommandation :**

- Maintenir l'obligation d'avoir un seul soumissionnaire afin de pouvoir négocier le prix.

#### **Article 22** (modifie l'article 24 du règlement)

- **Précision :**

- Concernant le plus bas soumissionnaire conforme, on ouvre à la possibilité d'augmenter le facteur de qualité dans la prise en compte de soumission.

---

<sup>6</sup> Source : Article 3.2.5 du [Règlement d'application de la Loi sur le bâtiment](#).

En fonction de la formule établie à l'annexe 5, le facteur de qualité peut être entre 15% et 30% et pour les contrats mixtes, le facteur de qualité peut varier entre 15% et 40%

- **Commentaire :**
  - Les modifications proposées offrent une perspective intéressante et présentent une nouvelle approche pour évaluer les soumissionnaires. Il y a d'ailleurs un lien à établir avec les nouveaux modes de construction alternatifs. Cependant, il est nécessaire de définir des balises claires pour les donneurs d'ouvrage publics afin de préciser comment sélectionner les contrats qui seront soumis à cette méthode.

**Article 23** (modifie l'article 25 du règlement)

- **Précision :**
  - En cas d'égalité des résultats à la suite de l'analyse des soumissions, il sera possible pour l'organisme public de prioriser le facteur de qualité comme élément qui permettra d'adjuger le contrat.
- **Commentaire :**
  - Nous sommes favorables à l'ajout d'une condition basée sur le principe de la qualité dans l'évaluation des soumissions en cas d'égalité. Cependant, la modification proposée nous semble hypothétique dans la mesure où l'égalité des résultats dans un appel d'offres ne se produit jamais.

**Article 25** (ajout des articles 26.2 à 26.8)

- **Précision :**
  - En cas de réception de soumissions avec des prix anormalement hauts, l'organisme peut demander des documents avec les soumissionnaires.
- **Commentaires :**
  - L'article 26.2 mentionne que l'écart doit être « suffisamment important » alors que l'article 26.3 précise que les soumissions des entrepreneurs doivent être acceptables, il nous semble important ici de préciser ces termes.
  - Comment s'assurer que les nouveaux documents demandés par l'ajout de l'article 26.3 permettront aux soumissionnaires de confirmer leurs prix ? Nous avons l'impression que cet article permettra à l'organisme public de justifier le sien davantage.
  - Demander à un soumissionnaire de modifier son prix alors que les conditions contractuelles n'ont pas changé nous semble une forme de négociation.
  - Certains entrepreneurs qui n'auraient pas initialement soumissionné pourraient se sentir lésés, car les précisions apportées pourraient désormais susciter leur intérêt pour soumissionner.

**Article 26** (abroge la section III du chapitre III comprenant l'article 34 du règlement)

- **Précision :**
  - Les compensations fixes du règlement dans le cas d'une annulation d'un appel d'offres sont abrogées. L'organisme public pourra définir les compensations dans ses documents d'appels d'offres.
- **Commentaires :**
  - Étant donné l'effort requis pour déposer les soumissions, il est souhaitable que les compensations prévues à l'article 34 du règlement soient maintenues. Retirer ces articles pourrait permettre aux donneurs d'ouvrage publics de ne pas indemniser les soumissionnaires.
- **Recommandation :**
  - La CEGQ souhaite que les compensations soient maintenues et que l'organisme public puisse en définir le montant.

**Article 32** (modifie l'article 40)

- **Précision :**
  - On ajoute la possibilité pour les organismes publics d'inclure des spécifications liées à l'environnement et au développement durable pour la réalisation d'un contrat. On souhaite une harmonisation avec les autres organismes du gouvernement.
- **Commentaires :**
  - Il semble opportun de préciser ici quelles normes sont liées au développement durable et à l'environnement. Faisons-nous référence à des normes reconnues dans ce domaine?

**Article 38** (abroge l'article 48 du règlement)

- **Précision :**
  - L'organisme public n'aura plus l'obligation de démontrer qu'il a les fonds nécessaires avant d'autoriser un ordre du changement
- **Commentaire :**
  - L'absence d'obligation d'avoir les fonds nécessaires pour exécuter les changements, comme stipulé à l'article 48 du règlement, pourrait entraîner des retards supplémentaires dans les paiements contractuels et même empêcher l'entrepreneur d'être rémunéré pour les travaux effectués.
- **Recommandation :**
  - Laisser l'article tel qu'il est actuellement rédigé.